

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Conclusions principales

La Convention sur les armes à sous-munitions

- Au total, 108 pays ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions, dont 94 lorsqu'elle a été ouverte à signature en décembre 2008 et 14 par la suite
- Trente-huit pays ayant utilisé, produit, exporté et stocké des armes à sous-munitions l'ont signée, s'engageant ainsi à ne plus jamais être impliqué dans ce type d'activités
- Après l'obtention des 30 ratifications nécessaires en février 2010, la convention est entrée en vigueur le 1er août 2010, devenant une loi internationale contraignante
- Le 10 septembre 2010, 40 pays signataires avaient ratifié la convention. Les pays ratifiant la convention deviennent des états parties liés par tous les termes de la convention.
- Dix pays ont d'ores et déjà agi au niveau de la législation nationale afin de mettre en place la convention

Utilisation

- Les armes à sous-munitions ont été utilisées au cours de conflits armés dans 39 pays et les guerres de territoire depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Au moins 18 forces armées gouvernementales ont utilisé des armes à sous-munitions.
- Depuis l'ouverture à signature de la Convention sur les armes à sous-munitions en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation de leur utilisation. Amnesty International a indiqué que les Etats-Unis auraient utilisé au moins un missile de croisière chargé de sous-munitions pour attaquer ce qui semblait être un camp d'entraînement d'Al-Qaida au Yémen en décembre 2009.

Stockage

- L'Observatoire estime qu'avant les efforts mondiaux pour interdire les armes à sous-munitions, 86 pays en stockaient des millions, contenant plus d'un milliard de sous-munitions.
- Actuellement, 74 pays possèdent des stocks d'armes à sous-munitions. Parmi ceux-ci, 27 ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions
- Dix-sept pays ayant signé et/ou ratifié la convention ont fourni des informations sur l'importance de leur stock. Avant toute destruction, globalement, ils possédaient 1,1 million d'armes à sous-munitions avec au moins 146 millions de sous-munitions

Destruction du stock

- Quatre états parties (Belgique, Moldavie, Norvège et Espagne) et deux états signataires (Colombie et Portugal) ont déjà détruit leurs stocks d'armes à sous-munitions. Ensemble,

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

ils ont détruit environ 176 000 armes à sous-munitions, contenant plus de 13,8 millions de sous-munitions.

- De plus, l'Afghanistan et l'Angola, deux pays signataires, ont indiqué en 2010 avoir détruit leurs stocks d'armes à sous-munitions au cours des dernières années, dans le cadre de programmes plus généraux de destruction d'armes.
- L'Autriche et le Monténégro ont prévu que la destruction des stocks serait terminée en 2010. Deux des pays possédant le plus de stock, l'Allemagne (50 millions de sous-munitions) et le Royaume-Uni (39 millions) ont détruit une importante partie de leur stock. Les stocks d'au moins huit autres pays sont en cours de destruction.

Possession

- Bien que la convention autorise la possession de quelques armes à sous-munitions et de sous-munitions à des fins d'entraînement et de recherche, à ce jour, la plupart des pays possédant des stocks ont décidé de ne pas en conserver, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Angola, l'Autriche, la Colombie, le Honduras, la Moldavie, le Monténégro, la Norvège, le Portugal et la Slovénie.
- La Belgique, la France et l'Espagne ont indiqué leur intention de conserver des centaines d'armes à sous-munitions et plus de 20 000 sous-munitions.

Fabrication

- Quinze anciens fabricants d'armes à sous-munitions ont signé et/ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, renonçant ainsi à toute fabrication future.
- Dix-sept pays continuent à fabriquer des armes à sous-munitions, ou se réservent le droit d'en fabriquer à l'avenir.

Transfert

- Aucun transfert d'arme à sous-munitions n'a été rapporté en 2009 et au premier semestre 2010, en dehors de composants inertes transférés de la Corée du Sud au Pakistan.
- Deux états non parties de la convention, Singapour et les Etats-Unis, ont établi un moratoire sur les exportations d'armes à sous-munitions.

Aide aux activités interdites

- Les opinions divergent sur l'étendue de l'interdiction de l'aide aux activités interdites, notamment concernant son application au cours d'opérations militaires conjointes avec des états non parties susceptibles de toujours utiliser des armes à sous-munitions. La plupart des pays ayant exprimé leur opinion ont indiqué que, même au cours d'opérations conjointes, toute aide intentionnelle ou délibérée est interdite : Colombie, Equateur, Ghana, Guatemala, Islande, Liban, Madagascar, Malawi, Mexique, Norvège et Slovénie.

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Transit

- La plupart des pays ayant exprimé leur opinion ont indiqué que le transit d'armes à sous-munitions par un état non partie sur le territoire d'un état partie, est interdit : Autriche, Bulgarie, Burkina Faso, Colombie, Equateur, Ghana, Guatemala, Liban, Macédoine, Madagascar, Malawi, Malte, Mexique, Slovénie, Afrique du Sud et Zambie.

Désinvestissement

- Les institutions financières et les investisseurs ont pris des mesures pour stopper les investissements dans la fabrication d'armes à sous-munitions en Argentine, en Belgique, au Canada, au Danemark, en France, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni et dans d'autres pays.
- De nombreux pays se sont prononcés pour l'interdiction de l'investissement dans la fabrication d'armes à sous-munitions : Belgique, Colombie, France, Guatemala, Irlande, Liban, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Rwanda, Royaume-Uni et Zambie.

Dommages humains

- Des dommages humains causés par les armes à sous-munitions ont été recensés dans au moins 27 pays et trois autres régions touchées par les armes à sous-munitions. Parmi ces 27 pays, six sont des états parties de la Convention sur les armes à sous-munitions (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Laos, Monténégro et Sierra Leone) et neuf en sont signataires.
- Globalement, les armes à sous-munitions ont fait 16 816 victimes fin 2009. Cependant, de nombreuses victimes n'ont pas été signalées et le véritable nombre de victimes se situe probablement au moins entre 58 000 et 85 000.
- 100 victimes d'armes à sous-munitions ont été confirmées dans neuf pays et une région en 2009, dont 33 au Laos. Le véritable nombre de victimes est probablement beaucoup plus élevé.

Contamination

- Au moins 23 pays et trois autres régions seraient actuellement contaminées par des restes d'armes à sous-munitions. Au moins treize autres pays pourraient toujours être légèrement contaminés par l'usage passé de ces armes.
- Les pays les plus touchés sont le Laos, le Vietnam, l'Irak et le Cambodge. Les autres pays avec un important problème de contamination sont le Liban et la Serbie, ainsi que les zones du Haut-Karabagh et du Sahara Occidental.

All translations of Landmine & Cluster Munition Monitor research products and media materials are for informational purposes. In case of discrepancy between the English text and any translation, the English text shall prevail.

Full report available: <http://www.the-monitor.org/cmm/2010>

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

- L'Asie du Sud-Est est de loin la région la plus contaminée par les armes à sous-munitions, suivie par l'Europe.
- Parmi les 40 pays ayant ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions, au moins cinq seraient contaminés : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Laos, le Monténégro et le Royaume-Uni (Iles Malouines). Le délai de déminage pour la Croatie, le Laos et le Monténégro est fixé au 1^{er} août 2020, au 1^{er} novembre 2020 pour le Royaume-Uni et au 1^{er} mars 2021 pour la Bosnie-Herzégovine.
- L'Albanie et la Zambie, états parties, ont annoncé la fin de leur programme de déminage respectivement en novembre 2009 et mai 2010.

Déminage

- En 2009, seulement 14 pays et 3 autres régions ont procédé au déminage de munitions non explosées et à des enquêtes. Dans la plupart des cas, ces activités ont été très limitées.
- Parmi les neuf pays n'ayant pas effectué d'enquête ni de déminage des munitions non explosées en 2009, deux sont des états parties (Croatie et Monténégro) et quatre sont signataire (Tchad, Irak, Mauritanie, République du Congo).
- Au moins 38 km² de territoire a été débarrassé des restes d'armes à sous-munitions en 2009, avec la destruction de plus de 55 156 munitions non explosées.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Conclusions principales

Assistance aux victimes

- La totalité des 27 pays ayant des victimes d'armes à sous-munitions, dispose d'un programme d'assistance déjà en place. Vingt de ces pays sont des états parties du Traité d'interdiction des mines et ont développé des programmes d'assistance aux victimes dans ce cadre.
- Cependant, presque chaque pays ayant des victimes d'armes à sous-munitions fait face à d'importantes difficultés pour fournir des médicaments et des soins aux personnes, familles et communautés touchées. En particulier, l'intégration économique, le soutien psychologique et la disponibilité ou l'accès aux services dans ces zones rurales, sont insuffisants.

Soutien à l'action contre les mines

- Seul un nombre relativement faible de pays a rapporté des financements spécifiques concernant les armes à sous-munitions ou la Convention sur les armes à sous-munitions. Sept pays ont indiqué avoir dépensé un total commun de 13,2 millions de dollars pour la généralisation, la préparation de la Première assemblée des états parties (y compris via la Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos), le déminage l'assistance aux victimes, la destruction des stocks et les activités de conseil.
- De nombreux autres pays ont débloqué des fonds, en particulier pour la généralisation et la destruction de leurs stocks, mais n'en ont pas communiqué les montants. Les fonds pour le déminage au Laos, au Liban et au Vietnam ont principalement été utilisé pour le déminage de munitions non explosées.
- La Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos a été créée en mars 2010 et avait reçu 4,15 millions de dollars de contributions de la part de quatre pays début septembre 2010, selon le UNDP.